Universités : la banalisation d

Conférences interdites ou opérations coups de poing : les facultés sont confro

MARIE-ESTELLE PECH
@MariEstellPech



À l'université de Lille, des étudiants ont empêché la tenue, mardi, d'une conférence de François Hollande, déchirant les pages de son dernier livre. Q. SAISON/HANSLUCAS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'université Lyon 2, où étudiait le jeune homme qui s'est immolé par le feu la semaine dernière, a été de nouveau fermée mercredi après des blocages menés par des étudiants protestant contre la précarité. Ce mouvement a été mené au lendemain d'une journée de mobilisation en hommage à l'étudiant lyonnais, lequel avait laissé un message politique interpellant le gouvernement sur la précarité. Très investi dans les instances du syndicat de gauche Solidaires, il avait perdu sa bourse sociale à la rentrée car il triplait sa deuxième année de sciences politiques.

Brûlé à 90 %, il était toujours mercredi entre la vie et la mort. « *Nous n'avons pas vu venir et pas su prévenir cet acte de désespoir* », a écrit la présidente de Lyon 2, selon qui « *l'enjeu est que les universités disposent du niveau de financement qui permette le recrutement d'assistantes sociales et de personnels de santé* » dans un contexte où celui-ci « *diminue* ».

La situation était beaucoup plus calme que la veille, mardi, journée lors de laquelle la ministre de l'Enseignement supérieur avait condamné « *fermement les violences et les dégradations qui ont eu lieu en marge des rassemblements* » tenus dans une quarantaine de villes. À Paris, des étudiants ont arraché la grille d'entrée de son ministère, tandis que des rassemblements ont aussi perturbé les cours sur des campus de Lyon et Lille. On a pu voir ici et là des « gilets jaunes » et autres représentant syndicaux et politiques en appeler à la « *convergence des luttes* » pour le 5 décembre.

À Lille, une conférence de François Hollande a dû être annulée. Des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux : 300 à 400 personnes mobilisées en « *solidarité* » avec l'étudiant lyonnais ont pénétré dans la faculté de droit où elles ont empêché de se tenir cette conférence sur la crise de la démocratie, et certains ont déchiré les pages de son dernier livre. François Hollande a regretté que cette « *émotion* », qu'il a aussi jugée « *légitime* », « *se soit transformée en violence de la part d'une centaine d'individus* ». « *Il y a des inquiétudes, des exaspérations, des peurs, il faut y répondre, mais la violence, il faut y faire maintenant très attention car cela devient un mode de recours contre la démocratie* », a-t-il mis en garde.

L'annulation forcée de cette conférence est loin d'être la première, même si son retentissement est particulièrement important car elle concerne un ancien président de la République. « *Il y a aujourd'hui des volontés, parfois violentes, d'empêcher certaines formes de débats, d'échanges d'idées, y compris des échanges scientifiques* », confirme Philippe Vendrix, le président de l'université de Tours.

Ce mode d'action, très présent en Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans une moindre mesure en Allemagne commence à arriver en France. « *Avant c'était très épisodique mais ça commence à devenir fréquent depuis un ou deux ans* », poursuit-il. On se souvient que Sylviane Agacinski, philosophe dont les travaux dénoncent la GPA, a vu en octobre une de ses conférences censurée à Bordeaux. Qu'une conférence sur le terrorisme a dû être reportée à la Sorbonne. Que l'université Panthéon-Sorbonne a annulé l'intervention de l'écrivain Mohamed Sifaoui après avoir reçu des p enco soi-d être c'est d'inr nir à ont reme fémi

Cerc

Le ta Une parti proc d'aut et ar impla huma tenir ment

La grande précarité touche 6 % des étudiants

ALORS QUE les syndicats proches de la gauche radicale réclament *res* », fait valoir l'entourage de la ministre de l'Enseignement supérieur

Une extrême g de plus en plus

SOPHIE DE RAVINEL @S2RVNL

craqu

a banalisation de la violence

ns coups de poing : les facultés sont confrontées à la radicalisation d'étudiants.



À l'université de Lille, des étudiants ont empêché la tenue, mardi, d'une conférence de François Hollande, déchirant les pages de son dernier livre.
Q. SAISON/HANSLUCAS

bats, d'échanges d'idées, y compris des échanges scientifiques », confirme Philippe Vendrix, le président de l'université de Tours.

Ce mode d'action, très présent en Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans une moindre mesure en Allemagne commence à arriver en France. « *Avant c'était très épisodique mais ça commence à devenir fréquent depuis un ou deux ans* », poursuit-il. On se souvient que Sylviane Agacinski, philosophe dont les travaux dénoncent la GPA, a vu en octobre une de ses conférences censurée à Bordeaux. Qu'une conférence sur le terrorisme a dû être reportée à la Sorbonne. Que l'université Panthéon-Sorbonne a annulé l'intervention de l'écrivain Mohamed Sifaoui après avoir reçu des pressions et des menaces. Ou encore qu'une pièce d'Eschyle, soi-disant « raciste », avait dû être annulée. Plus récemment, c'est un cours sur la présomption d'innocence qui n'a pas pu se tenir à Paris-I car certains étudiants ont considéré que l'enseignant remettait en cause le mouvement féministe Metoo.

Cercle vicieux

Le tableau est toujours le même. Une partie des contestataires appartiennent aux Solidaires ou SUD proches de la gauche radicale ou à d'autres mouvements anarchistes et antifascistes, particulièrement implantés dans les facs de sciences humaines. Ils peuvent aussi appartenir à l'Unef qui s'est partiellement radicalisée, d'autant plus que son pouvoir dans les urnes s'affaiblit élection après élection. Après avoir reçu des menaces, le président d'université annule la réunion ou conférence, craignant pour la sécurité des biens et des personnes. Un cercle vicieux qui risque de ne pas s'arrêter en si bon chemin. « *On constate un retour de la violence sur les campus depuis 2016* », assure le syndicat étudiant de droite UNI. Le gouvernement s'inquiète-t-il de cette atmosphère tendue, ravivée par la tentative de suicide de l'étudiant lyonnais ? « *La Fage, le principal syndicat étudiant, a refusé d'appeler les étudiants à se rassembler le 5 décembre* », se rassure-t-on au ministère de l'Enseignement supérieur, où l'on se dit « *vigilant mais pas dans une inquiétude totale* ». ■

Une extrême gauche groupusculaire de plus en plus radicale

SOPHIE DE RAVINEL @S2RVNL

craque, qui n'en peut plus ». Dans

matique, loin d'épuiser la